



Indicateurs

publication de la direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques

LES MOUVEMENTS DE MAIN-D'ŒUVRE AU 1^{er} TRIMESTRE 2013

Nouvelle baisse du taux d'entrée en CDI

Au 1^{er} trimestre 2013, le taux de rotation de la main-d'œuvre, moyenne des taux d'entrée et de sortie, augmente de 0,2 point dans les établissements de 10 salariés ou plus. Il se situe à 13,0 %, soit 0,6 point de plus qu'au 1^{er} trimestre de l'année précédente.

Le taux d'entrée des établissements de 10 salariés ou plus décroît de 0,1 point pour s'établir à 12,9 %, sous l'effet de la baisse du taux d'entrée en CDI (-0,1 point).

La part des CDD dans les embauches croît de 0,8 point après la baisse de 0,1 point le trimestre précédent, et atteint 82,4 %, niveau le plus haut de ces dix dernières années.

Le taux de sortie des établissements de 10 salariés ou plus augmente de 0,5 point à 13,0 %, sous l'effet d'une hausse des sorties pour fin de CDD (+0,5 point). Au 1er trimestre 2013, le taux de rotation, moyenne des taux d'entrée et de sortie, augmente de 0,2 point dans les établissements de 10 salariés ou plus, après une baisse de 0,2 point au trimestre précédent qui succédait à une hausse quasi continue depuis le 2e trimestre 2009 (graphique 1). Il s'établit à 13,0 %, soit un niveau supérieur de 0,6 point par rapport au 1er trimestre 2012 (tableau 1). Le taux d'entrée baisse de 0,1 point et le taux de sortie croît de 0,5 point.

La hausse du taux de rotation au 1er trimestre 2013 s'observe uniquement dans les établissements de 10 à 49 salariés (+0,5 point à 12,6 %) alors qu'il stagne dans ceux de 50 salariés ou plus depuis le 2e trimestre 2012 (13,1 %). Le taux de rotation s'établit à 16,8 % dans le tertiaire, soit 0,3 point de plus que le trimestre précédent. Il diminue dans l'industrie et la construction respectivement de 0,2 et 0,3 point pour atteindre 3,8 % et 3,9 %.

Baisse des embauches en CDI et hausse de la part des CDD dans les embauches

Au 1er trimestre 2013, le taux d'entrée des établissements de 10 salariés ou plus diminue de 0,1 point, après une baisse de 0,2 point au 4e trimestre 2012. Il s'établit à 12,9 %, soit un niveau supérieur de 0,4 point à celui observé un an auparavant. Le taux d'entrée diminue de 0,2 point dans les établissements de 50 salariés ou plus et croît de 0,1 point dans ceux de 10 à 49 salariés. Le taux d'entrée des établissements de 10 à 49 salariés atteint 12,5 %, soit 0,6 point de plus





que le même trimestre de l'année précédente. Sur un an, le taux d'entrée augmente également dans les établissements de 50 salariés ou plus (+0,2 point), et atteint 13,1%. Au 1er trimestre 2013, le taux d'entrée décroît de 0,2 point dans la construction et 0,5 point dans l'industrie; il se stabilise dans le tertiaire. Sur un an, seul le secteur tertiaire enregistre une hausse de son taux d'entrée (+0,5 point contre -0,4 point dans l'industrie et -0,5 point dans la construction).

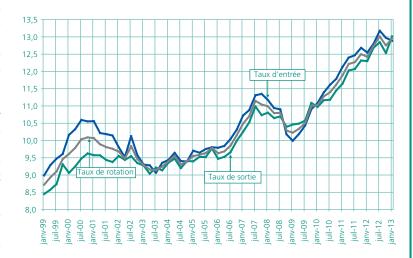
Le taux d'entrée en CDD se stabilise au 1er trimestre 2013 à 10,6 %, après une baisse de 0,2 point le trimestre précédent (graphique 2). Sur quatre ans, il progresse de 2,9 points, et se situe à un niveau très supérieur à celui observé dans la première moitié des années 2000 (graphique 2). Au 1er trimestre 2013, le taux d'entrée en CDD croît de 0,2 point pour les établissements de 10 à 49 salariés et diminue de 0,1 point dans ceux de 50 salariés ou plus. Il diminue de 0,2 point dans l'industrie, stagne dans la construction et augmente de 0,1 point dans le tertiaire.

Le taux d'entrée en CDI des établissements de 10 salariés ou plus décroît de 0,1 point et s'établit à 2,3 % au 1er trimestre 2013, soit un niveau inférieur de 0,2 point à celui du 1^{er} trimestre 2012. Après sept trimestres de baisse consécutifs, il est proche des niveaux de 2009 (2,2 % au cours des trois derniers trimestres de l'année), les plus bas observés sur la décennie. Le taux de recrutement en CDI est stable dans les établissements de 10 à 49 salariés (2,7 %) et diminue dans ceux de 50 salariés ou plus (-0,2 point à 2,0 %). Il diminue quel que soit le secteur au 1er trimestre 2013 : -0,2 point dans l'industrie et la construction, et -0,1 point dans le tertiaire. Sur un an, le taux d'entrée en CDI a régressé quels que soient le secteur et la tranche de taille des établissements, de 0,2 à 0,4 point.

Après avoir augmenté presque continûment entre le dernier trimestre 2010 et le 3e trimestre 2012 et s'être stabilisée au

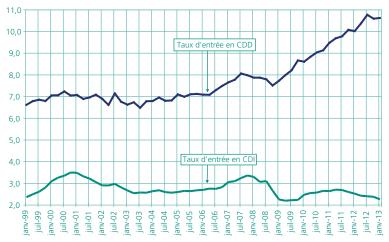
4e trimestre 2012, la part des CDD dans les embauches croît de nouveau de 0,8 point et s'établit à 82,4 % au 1^{er} trimestre 2013 (graphique 3), soit une hausse de

Graphique 1 ● Mouvements de main-d'œuvre dans les établissements de 10 salariés ou plus



Champ: établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus; France métropolitaine

Graphique 2 • Taux d'entrée en CDD et CDI



Champ: établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus; France métropolitaine.

Graphique 3 • Part des CDD dans les embauches



Champ: établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus; France métropolitaine.

2,5 points en un an. C'est le plus haut niveau atteint ces treize dernières années. La part des CDD dans les embauches progresse dans les établissements



Source : Dares, DMMO-EMMO ; données 2013 provisoires.



Source : Dares, DMMO-EMMO; données 2013 provisoires



Source : Dares, DMMO-EMMO: données 2013

de 10 à 49 salariés (+0,6 point) comme dans ceux de 50 salariés ou plus (+0,8 point). Sur un an, elle a augmenté dans l'industrie (+2,5 points), dans le tertiaire (+2,2 points) et dans la construction (+4,0 points dont 2,8 le dernier trimestre).

Hausse des fins de CDD

Au 1er trimestre 2013, le taux de sortie des établissements de 10 salariés ou plus augmente de 0,5 point, après une baisse de 0,3 point au trimestre précédent. Il se situe à 13,0 %, un niveau supérieur de 0,7 point à celui du 1er trimestre 2012. La hausse du taux de sortie résulte exclusivement de l'augmentation des sorties pour fin de CDD (+0,5 point, tableau 1), les sorties pour les autres motifs étant stables. Le taux de sortie croît de 0,8 point dans les établissements de 10 à 49 salariés et de 0,3 point dans ceux de 50 salariés ou plus. Le taux de sortie augmente de 0,7 point dans le tertiaire, diminue de 0,3 point dans la construction et est stable dans l'industrie.

Le taux de fin de CDD croît de 0,5 point par rapport au trimestre précédent, et s'établit à 9,9 % alors que les embauches en CDD sont stables (graphique 4). Au 1er trimestre 2013,

le taux de sortie pour fin de CDD progresse dans les établissements de 10 à 49 salariés (+0,6 point) et dans ceux de 50 salariés ou plus (+0,5 point). Sur un an, il augmente fortement dans le tertiaire (+1,2 point), diminue dans la construction (-0,1 point) et est stable dans l'industrie.

Le taux de démission est globalement stable au 1^{er} trimestre 2013 à 1,3 %. En un an, il baisse de 0,2 point, et se situe désormais au niveau le plus faible observé au cours de la décennie. Le taux de démission reste également stable dans les établissements de 10 à 49 salariés (1,7 %) et dans ceux de 50 salariés ou plus (1,1 %). Sur un an, il baisse dans les établissements de 10 à 49 salariés comme dans ceux de 50 salariés ou plus (respectivement -0,2 point et -0,1 point). Au 1^{er} trimestre 2013, le taux de démission baisse dans la construction et le tertiaire (-0,1 point chacun) et est stable dans l'industrie.

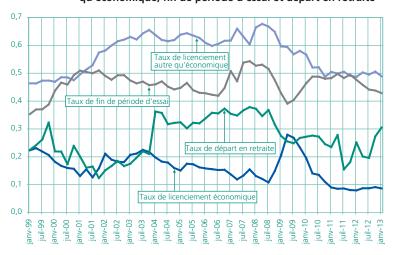
Le taux de licenciement autre qu'économique et le taux de licenciement économique sont globalement stables sur les quatre derniers trimestres, à respectivement 0,5 % et 0,1 % (graphique 5). Par rapport au niveau moyen de ces dix dernières années, le taux de licenciement autre qu'économique, le taux

Graphique 4 • Taux de sortie pour fin de CDD et pour démission



Champ: établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus; France métropolitaine

Graphique 5 • Taux de sortie pour licenciement économique et autre qu'économique, fin de période d'essai et départ en retraite



Champ: établissements du secteur concurrentiel (hors agricole) de 10 salariés ou plus; France métropolitaine.

de licenciement économique et le taux de démission se situent à des niveaux bas, dans un contexte de montée en charge de l'usage des ruptures conventionnelles depuis 2008 (entre le 1er trimestre 2009 et le 1er trimestre 2013, le taux de ruptures conventionnelles trimestriel a été en moyenne de 0,2 %).

Le taux de fin de période d'essai est de 0,4 %, soit 0,1 point de moins qu'au 1^{er} trimestre 2012. Le taux de sorties pour départ à la retraite augmente très faiblement (moins de 0,1 point) et s'établit à 0,3 % (graphique 5).



Source : Dares, DMMO-EMMO ; données 2013 provisoires.



Source : Dares, DMMO-EMMO ; données 2013 provisoires.

Samuel ETTOUATI (Dares).

Tableau 1 • Mouvements d'entrée selon la nature du contrat et mouvements de sortie selon les principaux motifs dans les établissements d'au moins 10 salariés Données CVS en %

| | Établissements de 10 à 49 salariés | | | | | Établissements de 50 salariés ou plus | | | | | Établissements de 10 salariés ou plus | | | | |
|--|------------------------------------|------|----------|------|------|---------------------------------------|------|------|-------|------------|---------------------------------------|------|------------|------|------|
| | | | | | 2013 | | | | | | 2012 2013 | | | | |
| | T1 | T2 | 12 T3 | T4 | Z013 | T1 | T2 | T3 | T4 | 2013 T1 | T1 | T2 | T3 | T4 | Z013 |
| Taux de rotation | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 11,7 | 12,2 | 12,9 | 12,1 | 12,6 | 12,9 | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 13,1 | 12,4 | 12,7 | 13,0 | 12,8 | 13,0 |
| | | | | | | | | | | | | | | | |
| Industrie | 4,9 | 4,5 | 4,8 | 4,9 | 5,0 | 3,7 | 3,6 | 3,6 | 3,7 | 3,4 | 4,0 | 3,9 | 4,0 | 4,0 | 3,8 |
| Construction | 5,0 | 4,6 | 4,5 | 4,7 | 4,5 | 3,5 | 3,5 | 3,4 | 3,4 | 3,1 | 4,4 | 4,2 | 4,1 | 4,2 | 3,9 |
| Tertiaire | 14,2 | 15,1 | 16,0 | 14,9 | 15,5 | 17,3 | 17,7 | 17,8 | 17,5 | 17,6 | 16,1 | 16,7 | 17,1 | 16,5 | 16,8 |
| Taux d'entrée (*) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 11,9 | 12,4 | 13,1 | 12,4 | 12,5 | 12,9 | 13,1 | 13,2 | 13,3 | 13,1 | 12,5 | 12,8 | 13,2 | 13,0 | 12,9 |
| Industrie | 5,0 | 4,5 | 5,1 | 4,8 | 4,8 | 3,7 | 3,6 | 3,8 | 3,8 | 3,2 | 4,0 | 3,9 | 4,2 | 4,1 | 3,6 |
| Construction | 4,9 | 4,7 | 4,5 | 4,5 | 4,4 | 3,6 | 3,5 | 3,5 | 3,5 | 3,0 | 4,4 | 4,2 | 4,1 | 4,1 | 3,9 |
| Tertiaire | 14,5 | 15,4 | 16,2 | 15,3 | 15,5 | 17,4 | 17,6 | 17,9 | 17,8 | 17,6 | 16,3 | 16,8 | 17,2 | 16,8 | 16,8 |
| Taux d'entrée en CDD | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 8,9 | 9,6 | 10,3 | 9,7 | 9,9 | 10,7 | 10,9 | 11,1 | 11,1 | 11,0 | 10,0 | 10,4 | 10,8 | 10,6 | 10,6 |
| Industrie | - | - | - | - | - | 2,5 | - | | - | | - | - | - | - | - |
| | 3,3 | 2,9 | 3,5 | 3,2 | 3,4 | | 2,4 | 2,6 | 2,6 | 2,2 | 2,7 | 2,5 | 2,8 | 2,7 | 2,5 |
| Construction | 3,0 | 2,8 | 2,5 | 2,7 | 2,9 | 1,4 | 1,4 | 1,4 | 1,5 | 1,2 | 2,4 | 2,2 | 2,0 | 2,2 | 2,2 |
| Tertiaire | 11,1 | 12,1 | 13,0 | 12,2 | 12,4 | 14,7 | 15,0 | 15,3 | 15,2 | 15,2 | 13,3 | 13,9 | 14,4 | 14,0 | 14,1 |
| Taux d'entrée en CDI | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 2,9 | 2,8 | 2,8 | 2,7 | 2,7 | 2,3 | 2,2 | 2,2 | 2,2 | 2,0 | 2,5 | 2,4 | 2,4 | 2,4 | 2,3 |
| Industrie | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 1,6 | 1,4 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,2 | 1,0 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,3 | 1,1 |
| Construction | 1,9 | 1,9 | 2,0 | 1,7 | 1,5 | 2,2 | 2,1 | 2,1 | 1,9 | 1,8 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 1,8 | 1,6 |
| Tertiaire | 3,4 | 3,2 | 3,2 | 3,1 | 3,1 | 2,7 | 2,6 | 2,6 | 2,6 | 2,4 | 3,0 | 2,9 | 2,8 | 2,8 | 2,7 |
| Part des CDD | | | | | | | | | | | | | | | |
| dans les embauches | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 75,2 | 77,2 | 78,5 | 78,2 | 78,8 | 82,4 | 83,2 | 83,6 | 83,5 | 84,3 | 79,9 | 81,0 | 81,7 | 81,6 | 82,4 |
| Industrie | 66,2 | 65,4 | 69,4 | 66,3 | 70,7 | 66,9 | 66,2 | 67,9 | 67,7 | 68,4 | 66,7 | 65,9 | 68,4 | 67,2 | 69,2 |
| Construction | 61,6 | 59,1 | 55,7 | 61,2 | 66,4 | 39,3 | 39,4 | 38,9 | 44,0 | 40,4 | 54,0 | 52,5 | 49,9 | 55,2 | 58,0 |
| Tertiaire | 76,6 | 78,9 | 80,1 | 79,8 | 79,9 | 84,4 | 85,2 | 85,6 | 85,4 | 86,2 | 81,7 | 83,0 | 83,6 | 83,5 | 83,9 |
| Taux de sortie (*) | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 11,5 | 12,1 | 12,6 | 11,9 | 12,7 | 12,8 | 13,1 | 13,0 | 12,9 | 13,2 | 12,3 | 12,7 | 12,8 | 12,5 | 13,0 |
| Industrie | 4,9 | 4,6 | 4,6 | 4,9 | 5,3 | 3,7 | 3,6 | 3,5 | 3,7 | 3,5 | 4,0 | 3,9 | 3,8 | 4,0 | 4,0 |
| Construction | 5,0 | 4,6 | 4,6 | 5,0 | 4,6 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,4 | 3,1 | 4,4 | 4,1 | 4,1 | 4,3 | 4,0 |
| Tertiaire | 14,0 | 14,9 | 15,7 | 14,5 | 15,6 | 17,2 | 17,7 | 17,6 | 17,2 | 17,7 | 15,9 | 16,6 | 16,9 | 16,2 | 16,9 |
| | 14,0 | 14,5 | 13,7 | 14,5 | 13,0 | 17,2 | 17,7 | 17,0 | 17,2 | 17,7 | 15,5 | 10,0 | 10,5 | 10,2 | 10,5 |
| Taux de fin de CDD | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 7,9 | 8,4 | 9,1 | 8,4 | 9,0 | 9,7 | 10,2 | 10,1 | 9,9 | 10,4 | 9,0 | 9,6 | 9,8 | 9,4 | 9,9 |
| Industrie | 2,2 | 1,9 | 1,9 | 2,2 | 2,7 | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 1,9 | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 2,1 | 2,1 |
| Construction | 1,9 | 1,8 | 1,8 | 1,8 | 1,7 | 1,0 | 0,9 | 0,8 | 0,9 | 0,9 | 1,5 | 1,5 | 1,4 | 1,5 | 1,4 |
| Tertiaire | 10,1 | 10,9 | 11,8 | 10,8 | 11,6 | 13,4 | 14,3 | 14,2 | 13,7 | 14,4 | 12,1 | 13,0 | 13,3 | 12,6 | 13,3 |
| Taux de démission | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 1,9 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,7 | 1,2 | 1,2 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,5 | 1,4 | 1,3 | 1,3 | 1,3 |
| Industrie | 1,1 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 1,0 | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 |
| Construction | 1,5 | 1,2 | 1,2 | 1,3 | 1,2 | 1,0 | 0,9 | 0,9 | 0,9 | 0,8 | 1,3 | 1,1 | 1,1 | 1,1 | 1,0 |
| Tertiaire | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 1,9 | 1,9 | 1,5 | 1,5 | 1,4 | 1,4 | 1,3 | 1,7 | 1,7 | 1,6 | 1,6 | 1,5 |
| | , | , | , | , | , | | , | , | , | , | , | | , | , | , |
| Taux de licenciement économique | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Industrie | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 |
| Construction | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 |
| Tertiaire | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 |
| Taux de licenciement autre qu'économique | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 |
| Industrie | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 |
| | | | | | | 0,2 | | | | 0,3 | | | | | 0,3 |
| Construction | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,5 | | 0,6 | 0,6 | 0,6 | | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | |
| Tertiaire | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 |
| Taux de fin de période d'essai | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 0,6 | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,4 | 0,4 | 0,4 |
| Industrie | 0,4 | 0,5 | 0,5 | 0,5 | 0,3 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 |
| Construction | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 |
| Tertiaire | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,7 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,5 | 0,5 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,6 | 0,5 |
| Taux de départ en retraite | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ensemble | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 |
| Industrie | 0,2 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,3 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,4 | 0,4 |
| | 0,2 | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction | 0.2 | 0.2 | 0.7 | (1) | (1.3 | () 2 | (1.) | 0.7 | () // | U 3 | (1.) | ()) | ()) | (1) | |
| Construction | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,4 | 0,3 | 0,2 | 0,2 | 0,2 0,2 | 0,3 | 0,3 |

Source : Dares, DMMO-EMMO ; données 2013 provisoires.

^(*) Les ruptures conventionnelles et les autres motifs de sortie (accident, décès...) complètent le détail présenté des entrées et des sorties. Les entrées et sorties sont hors transferts entre établissements d'une même entreprise. Champ : établissements de 10 salariés ou plus du secteur concurrentiel (hors agricole) ; France métropolitaine.

MÉTHODOLOGIE

Les données sur les mouvements de main-d'œuvre sont issues de deux sources statistiques distinctes.

- La déclaration mensuelle des mouvements de main-d'œuvre (DMMO) : chaque mois, les établissements de 50 salariés ou plus adressent à l'administration un relevé détaillé des contrats conclus ou résiliés durant le mois précédent.
- L'enquête sur les mouvements de main-d'œuvre (EMMO) : chaque trimestre, la Dares interroge les établissements de 1 à 49 salariés à l'aide d'un questionnaire comparable au formulaire déclaratif. Environ 50 000 établissements sont interrogés selon un sondage stratifié, par zone d'emploi, secteur d'activité et tranche de taille. Jusqu'en 2006, seuls les établissements de 10 à 49 salariés étaient interrogés. Depuis 2007, les établissements de 1 à 9 salariés sont également interrogés. Afin d'assurer une bonne représentativité des établissements, l'échantillon de l'enquête a été renouvelé au 1er trimestre 2013. Ce renouvellement entraîne une baisse ponctuelle de la précision des évolutions entre le dernier trimestre de 2012 et le premier trimestre 2013.

Le champ porte sur le secteur concurrentiel (industrie, construction et tertiaire) de France métropolitaine. Sont en particulier exclus les administrations publiques, les collectivités territoriales, les principaux établissements publics, les établissements relevant de la Défense nationale et les établissements de travail temporaire. Les résultats s'appuient sur la nomenclature d'activité des établissements en Naf rév. 2.

Le nombre d'intérimaires est renseigné par les établissements en fin de trimestre (les missions d'intérim ne sont pas prises en compte dans les mouvements de main-d'œuvre au cours du trimestre).

Toutes les données trimestrielles sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Les CVS sont révisées chaque trimestre. La prise en compte de répondants retardataires et de corrections supplémentaires apportées à certaines déclarations peut également conduire à une révision des séries trimestrielles antérieures.

Le taux de rotation (ou turn-over) est la moyenne des taux d'entrée et de sortie. Depuis la publication du 1er semestre 2009, les taux d'entrée et de sortie sont calculés hors transferts entre établissements d'une même entreprise. Pour une période donnée, le taux d'entrée (respectivement de sortie) est le rapport entre le nombre total d'entrées (respectivement de sorties) de la période et l'effectif moyen sur la période. La différence entre le taux d'entrée et le taux de sortie ne reflète qu'approximativement l'évolution de l'emploi car la prise en compte de la démographie des entreprises est très délicate. Cette différence n'est pas commentée.

Les entrées comprennent les embauches en contrat à durée déterminée et en contrat à durée indéterminée. Les contrats à durée déterminée comprennent les contrats en alternance et les contrats aidés, à la différence d'autres sources comme l'enquête Emploi de l'Insee.

Les sorties comprennent les fins de contrat à durée déterminée, les démissions, les licenciements économiques et pour motif personnel, les départs à la retraite et à la préretraite, les fins de période d'essai, les ruptures conventionnelles et d'autres motifs de sortie (accident, décès, non déclaration,...).

| Taux d'entrée = | nombre total d'entrées d'une période |
|--------------------|---|
| Taux de sortie = | nombre de salariés, en moyenne sur la période |
| | nombre total de sorties d'une période |
| | nombre de salariés, en moyenne sur la période |
| Taux de rotation = | taux d'entrée + taux de sortie |
| idax de iotation = | 2 |

Pour en savoir plus

- [1] Ettouati S. (2013), « Les mouvements de main-d'œuvre au quatrième trimestre 2012 : la part des CDD dans les embauches se stabilise», Dares Analyses n° 029, mai.
- [2] Paraire X. (2012), « Les mouvements de main-d'œuvre en 2011 : une rotation élevée dans le tertiaire », Dares Analyses n° 059, septembre.
- [3] Finot J. (2013), « L'intérim en 2012 : fort repli du travail temporaire », Dares Analyses n° 049, juillet.

Des séries longues sont disponibles sur le site :

http://travail-emploi.gouv.fr > Études, recherches, statistiques de la Dares > Statistiques > Emploi > Les mouvements de maind'œuvre > Les données sur les mouvements de main-d'œuvre

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15

www.travail-emploi.gouv.fr (Rubrique Études, Recherches, Statistiques de la Dares)

Directeur de la publication : Antoine Magnier. Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares (http://travail-emploi.gouv.fr/etudes-recherches-statistiques-de,76/avis-de-parution,2063/bulletin,2064/abonnement,13777.

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton - Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique et impression : Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109 - 4128.